

International

# L'EXTRÊME DROITE TRANSATLANTIQUE MOBILISÉE PAR LES ESPAGNOLES VOX ET DISENSO

Jean-Jacques Kourliandsky

12/05/2026

**Dans un contexte de progression des droites radicales à l'échelle internationale, de nouvelles formes de coordination transnationale émergent malgré des divergences idéologiques persistantes. Portées par des convergences stratégiques, notamment dans l'opposition aux forces progressistes, ces dynamiques redessinent leurs modes d'action. Comment analyser le rôle du parti espagnol Vox dans la structuration de ces réseaux transcontinentaux ? Dans le cadre d'un **dossier** qu'il coordonne, Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Fondation, montre comment cette formation s'est imposée comme un acteur clé de ces recompositions.**

En quelques années, la formation espagnole de droite radicale Vox est devenue le troisième parti politique représenté au parlement. L'influence des extrême droites dans le monde n'a jamais été aussi grande depuis qu'elles ont abandonné le recours aux armes, pour privilégier celui des bulletins de vote. En Europe, on peut citer Alternative pour l'Allemagne, le Rassemblement national (RN) en France, le Parti pour la liberté (Partij voor de Vrijheid, PVV) néerlandais, Fidesz en Hongrie, Fratelli d'Italia, Droit et justice (Prawo i Sprawiedliwość, PiS) en Pologne et Chega au Portugal ; et, en Amérique latine, La Liberté Avance (La libertad avanza, LLA) en Argentine, le Parti Libéral (Partido liberal, PL) au Brésil, le Parti républicain (Partido Republicano, PRCh) au Chili, le Centre démocratique (Centro Democrático) en Colombie, Force Populaire (Fuerza Popular, FP) au Pérou, Nouvelles Idées (Nuevas Ideas, NI) au Salvador, le Parti républicain (Republican Party, GOP) aux États-Unis, parmi d'autres. Ces derniers sont nombreux dans les parlements de leurs pays respectifs et ont parfois accédé au pouvoir. Pour autant, ces formations n'ont pas su, pu, coordonner leurs initiatives.

Vox serait-elle en passe de faciliter la mise en réseau global des droites radicales ? Le président argentin Javier Milei, apôtre de l'extrême droite libertaire et libérale, était l'invité d'un rassemblement électoral du parti d'extrême droite espagnol, les 18 et 19 mai 2024. Le mois suivant,

il reçut une distinction décernée par deux laboratoires d'idées européens d'extrême droite, l'Institut Juan de Mariana à Madrid (Espagne), et à Hambourg (Allemagne) la société Friedrich Hayek. Ces rencontres de responsables des droites radicales américaines et européennes interpellent, d'autant plus que le parti ayant pris le plus d'initiatives à cet effet, Vox, était peut-être le moins attendu à cette tâche.

Les élections européennes du 9 juin 2024 ont confirmé la lente montée en influence électorale de diverses formations de droite radicale. Vox est l'une d'entre elles. Mais ce n'est pas la plus importante. Santiago Abascal, son président, n'a pas atteint et de loin le périmètre décisionnel du Néerlandais Geert Wilders, du Hongrois Viktor Orbán, de l'Italienne Georgia Meloni, ou même de Marine Le Pen en France. De l'autre côté de l'Atlantique, une tendance parallèle a été constatée. Une extrême droite de pouvoir a émergé en Argentine avec Javier Milei, aux États-Unis avec Donald Trump, au Brésil avec les Bolsonaro, au Chili avec José Antonio Kast, au Costa Rica avec Laura Fernandez, en Équateur avec Daniel Noboa, au Pérou avec la famille Fujimori et au Salvador Nayib Bukele. Vox est loin de « peser » d'un poids politique et électoral équivalent.

Ces contacts sont d'autant plus paradoxaux que l'extrême droite partisane est idéologiquement fragmentée. Ses credos et aggiornamentos ont fait l'objet de nombreuses études, signalant sa diversité, et même ses contradictions, dans le temps et les espaces continentaux et nationaux. Les analyses sur le sujet très nombreuses, on peut citer à titre indicatif les ouvrages de l'Allemand Michael Minkenberg<sup>1</sup>, de l'Argentin Pablo Stefanoni<sup>2</sup>, du Brésilien Tarso Cabral Violin<sup>3</sup>, de l'Espagnol Victor Moreno Jaén<sup>4</sup>, des Français Jean-Yves Camus, Philippe Corcuff, Stéphane François, Pierre-André Taguieff<sup>5</sup>, de l'Italien Paolo Macry<sup>6</sup>, du Suédois Anders Widfeldt<sup>7</sup>. Leurs commentaires, à la lecture des programmes des extrêmes droites européennes et américaines, transmettent l'image d'une fragmentation des concepts, des références et objectifs politiques. L'extrême droite de chacun des pays a des revendications qui ne sont pas nécessairement celles soutenues par les autres. En faire une sous-catégorie du « populisme » n'y change rien. Les analystes qui s'y sont frottés, loin de faire apparaître des critères de compréhension universels, accroissent les indéfinitions en donnant au populisme un caractère stigmatisant. Pour l'américaniste français Alain Rouquié, « le populisme est une étiquette péjorative. Si on veut analyser un phénomène complexe, énigmatique, ce n'est pas en utilisant une insulte qu'on parviendra à l'éclairer<sup>8</sup> ».

Ces partis ont en effet des référents idéologiques et programmatiques particuliers répondant à leur environnement local. Certains priorisent les valeurs sociétales traditionnelles et les religions chrétiennes, d'autres y sont indifférents et ont l'Occident comme horizon (tout en acceptant, pour Vox, un soutien de l'opposition iranienne<sup>9</sup>). Certains défendent l'ouverture de l'économie, alors que d'autres sont protectionnistes et placent au cœur de leur engagement la préférence nationale ou le

refoulement des étrangers. Le combat anti-séparatiste est fondamental pour Vox, mais certainement pas pour les autres forces de la droite radicale. La Chine, la Russie, Israël et l'Ukraine ne sont pas perçus de la même manière par les uns et par les autres, tout comme l'Union européenne.

La fin de semaine européenne organisée par Vox, les 18 et 19 mai 2024 avec Javier Milei, le double hommage que lui ont rendu deux fondations d'extrême droite européennes, un mois plus tard, ont pourtant mis en évidence, au-delà de leurs divergences et de leurs influences électorales respectives, l'existence de coopérations entre extrême droites européenne, nord-américaine, israélienne et latino-américaines. Ces contacts, comme signalés antérieurement, n'ont rien d'évident. Vox est reconnu par ses pairs comme membre d'une même famille politique, bien qu'il ne soit pas un parti de gouvernement. Vox, qui plus est, a un agenda largement centré sur l'anti-séparatisme, qui n'est pas un sujet de préoccupation pour le RN, Fratelli d'Italia ou LLA. Dans un tel contexte, comment Vox a-t-il pu convaincre ses « homologues » de travailler ensemble ? D'autant plus que, bien avant Vox, quelques partis d'extrême droite à l'influence supra-nationale avaient déjà tenté de décloisonner leurs combats et de leur donner une dimension extérieure. C'est particulièrement le cas en Amérique latine où, à la fin du siècle dernier, l'exacerbation régionale de la guerre froide, puis des « cycles<sup>10</sup> » électoraux gagnés par la gauche dans les années 2000, avaient déstabilisé la géopolitique hémisphérique, traditionnellement dominée par les États-Unis. Les mouvements d'extrême droite étatsuniens avaient alors cherché à instaurer, sur le continent américain et ailleurs, des structures institutionnelles à la fois « occidentales » et profondément conservatrices.

Après la guerre froide, plusieurs partis de la droite radicale, au sein des démocraties européennes et américaines, ont conquis le pouvoir ou ont acquis une surface électorale importante. Leurs nationalismes les détournent par définition de toute tentative de coordination supranationale, tout comme le caractère centripète de leurs programmes. Quelques-unes de ces formations ont malgré tout proposé la création de lieux de convergence, faisant le pari d'une entente partagée contre un ennemi commun, « la gauche », ciblée comme communiste hier, ou plus souvent aujourd'hui socialiste ou étatiste. Dans les années 2000, la montée en puissance de gouvernements progressistes avait été jugée plus que préoccupante par les droites radicales. Analysée comme la conséquence des coopérations inter-partisanes créées par les forces progressistes, comme le Forum de São Paulo<sup>11</sup>, la nécessité d'ententes s'était imposée pour faire front. La droite républicaine nord-américaine, le « bolsonarisme » brésilien et le parti espagnol Vox en Europe ont successivement lancé des projets de coopération entre forces d'extrême droite. Une triangulation concrète entre Amérique du Nord, Amérique du Sud et Europe a pris corps. Cette capacité à organiser des réseaux transcontinentaux d'extrême droite en dépit des différences

programmatisés est un phénomène nouveau. Les Républicains des États-Unis ont été les premiers initiés de ce mouvement de coordination. Diverses plateformes ont été inventées par des gouvernements de droite radicale ayant accédé au pouvoir, ou avec leur concours, au Brésil et en Argentine. Toutefois, l'impulsion décisive, bien que la plus tardive, a été donnée par un parti politique d'extrême droite hispanique relativement modeste, Vox. En 2024, les invitations allemande et espagnole adressées au nouveau chef d'État argentin, Javier Milei, sont la traduction la plus récente de cette prise de conscience tactique.

## **Les pionniers : la conférence d'action politique conservatrice nord-américaine**

La Conservative Political Action Conference (CPAC) est la plus ancienne des internationales d'extrême droite. Elle a été officiellement créée en 1974, en contexte de guerre froide. Ronald Reagan avait prononcé le discours d'ouverture de la Conférence inaugurale, en 1974. Elle regroupe et assemble toujours une centaine d'organisations nord-américaines – dont la puissante National Rifle Association (NRA) – coordonnées au sein de l'American Conservative Union. Comme les autres organisations de ce type, la CPAC a mobilisé ses adhérents, depuis sa constitution, en faveur des candidats républicains aux présidentielles les plus à droite. La CPAC soutient notamment Donald Trump depuis 2011.

Les thématiques abordées durant les conférences sont en prise avec l'agenda électoral de la droite radicale des États-Unis : propositions de contre-mesures ciblant le féminisme, les transgenres, le militantisme anti-racial, la promotion du port d'armes, de la défense de la liberté d'expression sur les réseaux sociaux, la dénonciation de la crise migratoire, la nécessité de sécuriser la frontière mexicaine et la critique des démocrates suspects de laxisme sur ces différentes questions.

Depuis 2019, la CPAC a pris diverses initiatives destinées à structurer autour d'elle et de son agenda un réseau international et interaméricain. Des événements CPAC ont été organisés au Japon, en 2017 et en Corée du Sud, en 2019, pays asiatiques amis des États-Unis et méfiants à l'égard de la Chine. En Europe, la Hongrie a été ciblée à partir de 2022. Diverses personnalités de la droite radicale européenne, dont la Française Marion Maréchal, le Britannique Nigel Farage et l'Espagnol Santiago Abascal, ont été invitées à une ou plusieurs des CPAC organisées aux États-Unis. D'autres Européens l'ont été en 2022 dans le cadre d'une CPAC délocalisée au Mexique : les Espagnols de Vox, Santiago Abascal et Hermann Tertsch, ainsi que les Français du Rassemblement national, Thierry Mariani et Jean-Lin Lacapelle. Des Latino-Américains ont participé à diverses CPAC aux États-Unis : l'Argentin Javier Milei en 2022 et 2024, José Antonio Kast en 2022, Jair Bolsonaro en

2022, son fils Eduardo, en 2020, Nayib Bukele en 2024. Des CPAC sont aussi organisées en Amérique latine, dont au Mexique depuis 2022, avec, cette année-là, plusieurs intervenants extérieurs : le Nord-Américain Steve Bannon, le Polonais Lech Wałęsa, l'Argentin Javier Milei, le Brésilien Eduardo Bolsonaro, le Chilien José Antonio Kast. Depuis 2019, c'est au Brésil que la CPAC a réussi à mettre en place le partenariat le plus durable. Diverses éditions de la CPAC y ont été organisées, notamment en 2021 et en 2022, avec l'Argentin Javier Milei et José Antonio Kast. Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision Telemundo, la chercheuse salariée de la CPAC, Mercedes Schlapp, avait signalé que « se rapprocher de la communauté latine est une priorité » (pour les républicains conservateurs) car « les latinos sont naturellement conservateurs, gens de foi, de famille et patrie ». Les valeurs mises en évidence dans les CPAC « latines » sont donc religieuses – avec une messe d'ouverture à la CPAC mexicaine de 2022 –, anticommunistes et anti-migrants.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## **Le bolsonarisme : version brésilienne de l'union des droites radicales latino-américaines**

L'extrême droite latino-américaine a ultérieurement posé les bases d'un vademécum idéologique rassemblant diverses formations et personnalités hémisphériques. Le 27 juillet 2018, à Foz do Iguaçu au Brésil, un forum réuni en soutien de la candidature présidentielle de Jair Bolsonaro adoptait un « manifeste conservateur libéral ». Cette déclaration était centrée sur la nécessité de contrer la force de gauche brésilienne la plus importante, le Parti des travailleurs (PT). « Nous avons », affirme ce texte en introduction, « en partage l'expérience incommunicable d'avoir survécu au régime politique le plus néfaste et indécent, corrompu et amoral de notre histoire, le Régime Pétiste ». Le PT est décrit comme un parti fondé par « des syndicalistes criminels, des gens de la gauche universitaire frustrés par la défaite de sa lutte armée, et des curés communistes ». Une appréciation suivie d'une critique virulente du Forum de São Paulo, « signe de néoplasie de la maladie communiste de la révolution culturelle gramscienne qui avait pour but la prise de l'administration publique, celle des clefs ouvrant les coffres et les arsenaux, celle de la

machinerie du Brésil et de tous les pays d'Amérique latine ». Ce phénomène présenté comme agressif, qualifié de « Révolution culturelle silencieuse », « nous pénètre » poursuit la déclaration « de tous côtés [...] dans nos maisons, nos écoles, nos universités et quartiers, dans les feuillets du réseau Globo ». Il vise à « contrôler le Brésil, puis après la création du Forum de São Paulo, l'Amérique latine ». « Le Brésil a besoin en ce moment d'une gigantesque union idéologique [...] d'un seul discours en capacité d'unir les libéraux en économie et les conservateurs culturels [...] dans une Union conservatrice libérale ». L'UCL doit proposer « un combat sans trêve contre le Forum de São Paulo [...] ses aberrations psychiatriques défendant l'idée que les enfants doivent toucher des hommes nus en expositions<sup>12</sup> ».

Quelques mois plus tard, le 8 décembre 2018, un premier « Sommet Conservateur des Amériques » se réunissait au même endroit, à l'initiative de la Fondation Indigo de Políticas Públicas, émanation du Parti Social Libéral (PSL), alors parti de Jair Bolsonaro, élu président le 30 octobre précédent. Une déclaration finale, dite « Lettre de Foz », avait été adoptée, portant la marque d'Olavo de Carvalho, théoricien initial du bolsonarisme et ami de Steve Bannon. Cette « lettre » énumère les objectifs partagés par les participants brésiliens et latino-américains. En politique, « le renforcement de l'unité nationale, la défense de la famille, l'institutionnalisation du libéralisme économique, le renforcement des valeurs culturelles occidentales » ; en économie, « la captation d'investissements étrangers [...] sur la base de la sécurité juridique [...] de la débureaucratiation, [...] la création de normes attractives pour l'investisseur étranger, [...] la dérégulation des relations de travail, la privatisation d'entités étatiques stratégiques et non stratégiques, la mise au service du marché des agences régulatrices » ; pour la sécurité publique, « provoquer un choc par le recrutement de policiers et de personnels judiciaires, intégrer les bases de données des différentes forces de sécurité, accélérer les décisions de justice concernant les délits stratégiques, créer des emplois dans le système pénitencier » ; en matière culturelle, affirmer « les principes de Dieu, patrie, famille, propriété, la liberté individuelle et le droit à la légitime défense, encourager la participation de la famille et de la société dans l'éducation, encourager l'enseignement de l'art classique libéral, combattre l'activisme juridique, combattre la culture de la dictature verte, combattre la culture du banditisme et du victimisme ». En conclusion, les organisateurs souhaitent que « Dieu bénisse et libère le peuple des Amériques ». Les intervenants ont, au cours des débats, condamné les dictatures cubaine, nicaraguayenne et vénézuélienne. Certains l'ont fait avec radicalité, comme l'historien Marcelo Frazão, pour qui « toutes les dictatures sont de gauche marxiste, y compris « Mussolini, marxiste dès sa naissance ». Eduardo Bolsonaro, fils du président, avait présenté une conclusion plus sobre acceptée par tous : « L'Amérique latine dans sa totalité dit non au socialisme, non au Forum de São Paulo. Nous ne serons pas le prochain Venezuela ». Les participants avaient par ailleurs présenté les politiques redistributives comme « un esclavage moderne », et l'État providence avait été qualifié d'« État géant », facteur

d'appauvrissement des plus défavorisés. La convergence des conservateurs, appelée « diocidence », peut y remédier, car elle constitue une sorte de miracle de Dieu permettant de libérer l'Amérique latine du communisme. D'autres intervenants avaient défendu des créneaux idéologiques particuliers, en présence de nostalgiques de l'empire brésilien, comme le « prince », Luiz Philippe de Orleans e Bragança, député du Parti libéral.

## **Vox : un œcuménisme espagnol d'extrême droite**

Vox est un parti politique espagnol radicalement à droite. Comme ses homologues européens et latino-américains, son horizon a été pendant quelques années étroitement limité aux frontières de l'Espagne, à son combat contre les nationalismes intérieurs, basque et catalan. C'est un parti relativement récent, créé en 2013 – peu après la victoire du Parti populaire (Partido Popular, PP), force de droite traditionnelle, aux législatives de 2011 – par des dissidents issus de cette formation. Au départ, les fondateurs de Vox étaient animés par la volonté de défendre l'unité nationale espagnole perçue comme menacée par l'indépendantisme régional. Leur antinationalisme catalan s'est progressivement mué en nationalisme espagnol. Ce dernier a débordé le combat anticatalaniste initial pour inclure le refoulement des immigrants arabo-musulmans. Ce nouvel objectif reposait sur l'instrumentalisation des souvenirs de la *Reconquista* chrétienne de la péninsule ibérique au Moyen-Âge. Il a, par ricochet, réactualisé le souvenir de la conquête des Amériques présentée comme la poursuite outre-Atlantique de l'ultime phase de la *Reconquista* après la chute du Royaume de Grenade. Cette interprétation nationaliste de l'histoire a repris une version qui avait cours sous le régime franquiste. Selon Vox, il faut effacer la « légende noire » de la conquête, inventée en son temps par les monarchies européennes jalouses de l'Espagne, et depuis perpétuée par toutes sortes de mouvements « communistes », « socialistes », wokistes et postcoloniaux.

Les idées « socialistes » étant mondialisées par des institutions transnationales, Vox, par sympathie linguistique « naturelle », s'est tourné vers l'Amérique ibérique pour construire des contre-feux idéologiques. Ayant plus particulièrement en ligne de mire les concerts partisans des gauches, le Forum de São Paulo et le Groupe de Puebla<sup>13</sup>, Vox a défendu en 2020 la nécessité d'unir les forces d'extrême droite hispaniques pour relever un défi national espagnol, mais qui est aussi ibéro-américain et mondial. Vox, au-delà de ses particularismes espagnols, a pris l'initiative de construire un lieu d'accueil collectif et transcontinental, à partir de ce qu'il a baptisé « l'Ibérosphère ». L'Ibérosphère selon Vox, ce sont « 700 millions de personnes (...), une communauté de nations libres et souveraines ayant en partage un héritage et des racines culturelles, et un grand potentiel économique et géopolitique pour affronter le futur ».

La première initiative « internationaliste » concrète prise par Vox a été l'appel à signer une missive, en 2020, la « Lettre de Madrid » (*la Carta de Madrid*). Cette lettre a proposé un dénominateur minimal à diverses familles partisans de l'Ibérospère, mais aussi européennes et américaines, en dépit de logiciens différents et parfois contradictoires, reconnus par les rédacteurs de l'appel à signature. « Cette lettre est soutenue », est-il écrit, « par différents leaders politiques aux visions et idées différentes, et même divergentes ». Le point de confluence choisi a été celui de rejets communs plus que celui d'attentes partagées. Le rejet identifié dans la « lettre » est celui des forces s'opposant à « la liberté et à la démocratie ». Ces forces incluent « les régimes totalitaires d'inspiration communiste, s'appuyant sur le narco-terrorisme et des pays tiers, tous situés sous l'aile du régime cubain, et des initiatives comme celles du Forum de São Paulo et du Groupe de Puebla, infiltrés dans les centres de pouvoir afin d'imposer leur agenda idéologique ». La nature de cet agenda n'est pas précisée, mais ses effets visent à « déstabiliser les démocraties libérales et l'État de droit ». La déstabilisation est déclinée en quatre points :

1. « la menace du communisme sur la prospérité et le développement, [...] les libertés et les droits »,
2. la nécessité de protéger « l'État de droit, le caractère impérieux de la loi, la séparation des pouvoirs, la liberté d'expression, et la propriété privée »,
3. cette nécessité, « la défense de nos libertés [...], est du ressort d'acteurs politiques, mais aussi des institutions, de la société civile, des médias, de l'académie »,
4. les signataires s'engagent à « travailler ensemble à la défense de ces valeurs et principes ».

Ce texte est le fruit de sept ans d'évolutions du parti espagnol. Son credo initial reflétait les points forts de l'extrême droite espagnole, et était nourri des réminiscences idéologiques du régime dictatorial du général Franco. En 2013, l'unité nationale était au cœur des valeurs fondamentales défendues par Vox. La crise indépendantiste basque était encore très proche, celle de Catalogne venait de commencer. Au retour du Partido Socialista Obrero Español (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE) au pouvoir, en 2018, les mesures considérées par Vox comme prioritaires avaient été élargies par l'insertion d'autres thématiques.

L'unité et la souveraineté restaient la priorité des priorités. Elles étaient suivies par :

- l'urgence d'une régulation drastique des flux migratoires afin de protéger l'identité nationale ;
- la défense extérieure, conçue de façon militaire, mais aussi culturelle avec l'interdiction de construire des mosquées ;
- le moins d'État en économie ;
- en matière de santé, les migrants illégaux devaient être exclus de l'accès au service public ;

- l'interdiction des interventions d'interruption de grossesse et de changement de sexe ;
- la promotion en matière culturelle de la place internationale et européenne de la langue espagnole ;
- une garantie de la liberté de l'enseignement et du droit de recevoir une éducation en espagnol sur tout le territoire ;
- la suppression de la loi traitant des violences de genre, par la création d'un ministère de la Famille ;
- un encouragement à la natalité ;
- la suppression des subventions aux partis politiques et à leurs fondations, aux syndicats ;
- une législation en faveur des victimes du terrorisme, par une interdiction d'hommages rendus à des assassins ;
- une reconnaissance particulière accordée aux victimes du terrorisme séparatiste et islamiste ;
- une loi anti-squatters ;
- un élargissement du concept de légitime défense ;
- une préférence à l'international réservée aux rapports bilatéraux ;
- la mise en œuvre d'un nouveau traité européen renforçant la place de l'Espagne, les frontières et la souveraineté nationale ;
- la mise en chantier d'un grand plan de coopération avec les nations hispanophones<sup>14</sup>.

Au fil des années, Vox a également ajouté une démarche paradoxale, visant tout à la fois à remettre en question, au nom de la réconciliation, la loi sur la mémoire démocratique reconnaissant les victimes du franquisme, ainsi qu'à préserver la perpétuation de la présence dans l'espace public de statues ou noms de rues se référant explicitement à la dictature et à ses responsables.

Cette « lettre » prétendait rassembler sur les principes et valeurs signalées *supra* en leur donnant une légitimation internationale, des personnalités de deuxième rang, originaires de l'Ibéro sphère, mais aussi d'Europe et d'Amérique du Nord, susceptibles d'avoir un futur de gouvernement. Vox a sollicité à cet effet un éventail de figures d'avenir, en quête de notoriété, représentatives de l'espace des extrêmes droites, européennes, ibéro-américaines et nord-américaines. Le choix qui a été fait s'est avéré, *grosso modo*, pertinent : ont en effet signé des Argentins, dont Javier Milei, alors député ; des Boliviens ; des Brésiliens dont le sénateur Eduardo Bolsonaro ; des Chiliens dont José Antonio Kast ; des Colombiens ; des Costariciens ; des Cubains dont la dissidente et écrivaine Zoé Valdés ; des Équatoriens ; des Honduriens ; des Mexicains du Parti d'action nationale (Partido Acción Nacional, PAN) pour l'essentiel ; des Paraguayens ; des Péruviens dont Rafael López Aliaga, devenu maire de Lima et candidat à l'élection présidentielle en 2026 ; des Salvadoriens ; des Uruguayens ; des Vénézuéliens dont Antonio Ledezma, ancien maire de Caracas, et María Corina

Machado, personnalité oppositionnelle récipiendaire du Nobel de la Paix 2025<sup>15</sup>. Des non-Ibéro-Américains et Européens ont également cosigné cet engagement, comme l'Espagnol Santiago Abascal, la Française Marion Maréchal, l'Italienne Giorgia Meloni, le Grec Emmanouil Fragkos, le Néerlandais Derk Jan Eppink ou le Portugais André Ventura.

En octobre 2020, les signataires de cette lettre ont été invités à participer aux activités d'un Forum de Madrid (Foro Madrid). Ce forum a pour objectif de promouvoir les relations entre partis politiques et formations d'extrême droite ibéro-américains. Hébergé par la Fondation de Vox, Disenso, le Foro Madrid publie des études diffusant les valeurs du collectif. Chaque année, il élabore un rapport sur la région latino-américaine. La version 2024 porte le titre « Menaces sur la liberté, l'assaut contre la démocratie en Amérique latine<sup>16</sup> ». Le Foro Madrid organise aussi des rencontres entre signataires de la « lettre ». La première rencontre de ce collectif a été organisée en février 2022 à Bogota, capitale de la Colombie. Le thème central de la réunion était, avant les présidentielles de Colombie et du Brésil, de contrecarrer la perspective d'une victoire de Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil et de Gustavo Petro en Colombie, qualifiés de « narco-communistes ». La deuxième rencontre s'est tenue à Lima, au Pérou, en mars 2023, la troisième à Buenos Aires en 2024, la quatrième à Asunción, en juin 2025. Au cœur des débats, le Forum de São Paulo et le Groupe de Puebla, présentés comme des « organisations criminelles », ont fait l'objet de mises en garde assorties de stratégies de contention. Une lettre numérique, *La Gaceta de la Iberosfera*, assure la diffusion en flux continu d'informations à l'intention des signataires de la « Lettre de Madrid ».

## **Viva 24, Madrid et Vox : carrefour de réseaux nord-américains, ibéro-américains, européens et israélien**

Les 18 et 19 mai 2024, Vox a rassemblé, à Madrid, une internationale d'extrême droite potentielle, ayant dépassé les clivages géographiques et programmatiques. Le carton d'invitation, un rassemblement électoral européen, a été adressé à un large éventail de personnalités et de dirigeants d'extrême droite. Des responsables d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Israël y ont répondu en nombre. Chacun était là au nom d'un parti national, parfois aussi d'une fondation et d'une organisation de coopération idéologique<sup>17</sup>.

Outre l'état-major de Vox, le président argentin Javier Milei, Agustín Laje, essayiste et influenceur de la nouvelle extrême droite latino-américaine<sup>18</sup>, la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni, le président du parti d'extrême droite chilien, le Parti républicain, José Antonio Kast, élu président de son pays en 2025, l'acteur de cinéma et mécène de l'extrême droite mexicaine, Eduardo Verástegui, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, Mateusz Morawiecki, ancien Premier ministre polonais

du parti PiS, l'ancienne présidente du Rassemblement national Marine Le Pen, André Ventura, président du parti portugais d'extrême droite Chega, Matt Schlapp, président de l'Union conservatrice américaine (American Conservative Union, ACU), et Roger Severino, vice-président de The Heritage Foundation, y étaient présents, physiquement ou en visio-conférence. La venue du ministre israélien des Affaires de la diaspora, Amichai Chikli, a confirmé la bonne relation existante entre Vox et le Likoud.

Indépendamment des fondations signalées, celle de Vox, Disenso, The Heritage Foundation, Alapjogokért Központ (Centre des droits fondamentaux) du Fidesz hongrois, la Red Politicas por los valores (Le Réseau politique pour les valeurs) du Parti Républicain chilien, ainsi que la CPAC et les deux groupes parlementaires des droites radicales au Parlement européen – ECR (Conservateurs et réformistes) et ID (Identité et démocratie) – étaient présents.

L'événement couvert par plusieurs dizaines de médias internationaux a mis en évidence la capacité de convocation de Vox. Une capacité paradoxale. Certes, Vox est le troisième parti politique espagnol. Néanmoins, aux élections européennes de 2024, il est arrivé assez loin des deux premiers, le Parti populaire (le PP) et le PSOE. Il n'a pas non plus réussi à phagocytter la droite classique espagnole, ce qu'ont fait le parti argentin La Liberté Avance avec le parti Proposition républicaine (PRO), le Parti Libéral brésilien avec le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), le Parti Républicain du Chili avec Rénovation nationale, et ce que semble pouvoir réussir le Rassemblement national en France avec le parti Les Républicains (LR). Dans ces pays, comme dans l'Allemagne de 1933<sup>19</sup>, les partis « bourgeois » ont en effet accepté de subordonner leur action à celle de l'extrême droite. Ce que Vox n'a pas réussi en Espagne. Tout au plus, mais ce n'est pas rien, il a pu et su imposer son agenda et ses méthodes au Parti populaire. Le PP comme Vox et les partis et responsables d'extrême droite d'autres régions du monde abusent de la légalité démocratique pour en saper l'esprit et en détourner la légitimité. Ils usent de l'arme de la haine, recourent au tribalisme politique, émettent des accusations infondées diffusées massivement par les réseaux sociaux pour disqualifier l'adversaire et rendre inviable et inutile le débat d'idées et de programmes. L'arme, il est vrai, est à double tranchant. Se Acaba La Fiesta (La Fête est finie, SALF), un parti champignon issu des réseaux sociaux, plus radical encore que Vox, a pris aux élections européennes de 2024 plus de 4% des voix à son homologue. Le SALF n'avait pourtant pas présenté de programme, ni organisé de réunions publiques.

Le choix de l'internationalisation de ses ambitions, les déplacements nombreux effectués par son président Santiago Abascal, assortis d'un suivi institutionnel et organisationnel pérennisé, constituent sans doute l'un des facteurs explicatifs de la réussite du rassemblement madrilène du 19 mai 2024. Le réseau des réseaux ainsi constitué a manifestement répondu à une attente. Vox est

devenu un prestataire de service d'intérêt partagé, proposant une articulation optimale entre idéologie et conquête du pouvoir. Il veille qui plus est à actualiser ses partenaires privilégiant, non la proximité idéologique, mais la perspective d'un accès probable au pouvoir exécutif, et/ou au parlement. Marion Maréchal, pourtant signataire de la « Lettre de Madrid », n'était pas présente à Viva 24, le 19 mai 2024. Absence d'autant plus surprenante que Marion Maréchal a, en 2020, ouvert à Madrid une succursale de son école de formation de cadres d'extrême droite, l'Institut de sciences sociales, économiques et politiques (ISSEP), dirigée par un proche de Javier Milei. C'est Marine Le Pen, non invitée en 2020 à signer cette lettre, ou n'ayant pas donné suite, qui représentait l'extrême droite française à la manifestation publique de Vox.

Jorge Buxadé Villalba, tête de la liste Vox aux élections européennes, a donné les raisons, selon lui, du succès participatif de la conférence-rassemblement Viva 24 et au travail de rapprochement entre forces d'extrême droite européennes, américaines et israélienne : « Nous avons avec Milei, Meloni, Le Pen ou Viktor Orbán un ennemi commun ». Le dénominateur commun des extrêmes droites est minimal : s'unir contre les détenteurs de pouvoir plus ou moins à gauche, décrits par Jorge Buxadé Villalba comme les représentants du « socialisme globaliste<sup>20</sup> ». La démarche, ainsi ramenée à son expression la plus simple, mais aussi la plus mobilisatrice, a fait mouche. Vox a capitalisé les acquis laissés en jachère des multiples rencontres réalisées par la CPAC et l'Union conservatrice libérale des Bolsonaro. En dépit, ou peut-être à cause de ses difficultés à imposer sa présence politique en Espagne, Vox est en attente de reconnaissance extérieure. La formation a construit, pour ce faire, un forum des extrêmes droites à vocation globale, facilitant échanges et coopérations quadrangulaires, entre Europe, Amérique du Nord, Amérique latine et Israël.

1. Michael Minkenberg, *Die neue radikale Rechte im Vergleich, USA, Frankreich, Deutschland*, Opladen, VS Verlag für Sozialwissenschaft, 1998.
2. Pablo Stefanoni, *¿ La rebeldía se volvió de derecha ?*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2021.
3. Tarso Cabral Violin, *Bolsonarismo : o Fascismo-Neoliberal Brasileiro do século XXI*, Porto Alegre, Editorial fi, 2022.
4. Víctor Morenco Jaén, *Vox, la nueva derecha radical española*, Editorial Libros, 2022.
5. Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, *Les droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015 ; Philippe Corcuff, *La grande confusion. Comment l'extrême droite gagne la bataille des idées*, Paris, Textuel, 2020 ; Stéphane François, *Géopolitique des extrêmes droites*, Paris, Le Cavalier bleu, 2022 ; Pierre-André Taguieff, *Le grand remplacement ou la politique du mythe : généalogie d'une représentation polémique*, Paris, L'Observatoire, 2022.
6. Paolo Macry, *La destra italiana. Da Guglielmo Gianonini a Giorgia Meloni*, Bari, Laterza, 2023.
7. Anders Widfeldt, *Extrem Right Parties in Scandinavia*, Londres, Routledge, 2015.
8. Paulo A. Paranagua, « Alain Rouquié : « Le pouvoir use, surtout si on en abuse » », *Le Monde*, 16 décembre 2015.
9. Trinidad Deiros Bronte, « **La organización iraní que financió Vox a través de Vidal-Quadras : ¿ grupo opositor, terrorista o secta ?** », *El País*, 11 novembre 2023.
10. La terminologie de cycle ayant été popularisée alors par les médias.
11. Le « Forum de São Paulo » a été créé en 1990 à l'initiative de Fidel Castro et de Luiz Inacio Lula da Silva. Le « Forum de São

- Paulo » avait réuni, à ce moment-là, 48 membres. Il en compte aujourd'hui 123. Son secrétariat exécutif se trouve dans des locaux du Parti des travailleurs brésilien à São Paulo. Il organise une conférence annuelle depuis 1990. La première réunion du « Forum de São Paulo » s'est tenue dans la capitale économique du Brésil au mois de juillet 1990.
12. Declaração de Foz do Iguaçu (Manifesto Conservador Liberal).
  13. Le « Groupe de Puebla » a été créé le 12 juillet 2019 dans la ville mexicaine de Puebla. Il est composé d'anciens dirigeants, présidents et ministres, de gauche, espagnols et latino-américains.
  14. Vox España, « [100 medidas para la España Viva](#) », avril 2019.
  15. La Fondation Disenso a présenté à Oslo, le 10 décembre 2025, parallèlement à la remise du prix Nobel de la paix, un documentaire intitulé « Maria Corina : La Conquista de la Libertad ».
  16. Foro Madrid, *Amenazas a la libertad, el asalto a la democracia en Iberoamerica*, Madrid, Disenso, 2024.
  17. Jean-Jacques Kourliandsky, *Vox, carrefour des extrêmes droites américaines, européennes et israélienne*, [Fondation Jean-Jaurès](#), 3 juillet 2024.
  18. Ezequiel Saferstein, « [Agustin Laje, el cruzado de la nueva derecha latinoamericana](#) », *Nueva Sociedad*, janvier 2024.
  19. Hermann Heller, *Libéralisme autoritaire*, Paris, Zone/La Découverte, 2020, et Johann Chapoutot, *Les irresponsables, qui a porté Hitler au pouvoir ?*, Paris, Gallimard, 2025.
  20. Miguel Gonzalez, « [Jorge Buxadé, Cabeza de lista de Vox al parlamento europeo, Con Milei, Meloni, Le Pen o Viktor Orban, nos une un enemigo comun](#) », *El País*, 5 juin 2024.